

"Le gouvernement fédéral ne tombera pas sur Linkebeek".

Jan Jambon, vice-Premier ministre N-VA, revient sur les feux allumés par son président de parti, Bart De Wever, en matière d'immigration.

Il apprécie par ailleurs les nouvelles velléités régionalistes du MR.

"Le sous-statut pour les réfugiés est sur la table du gouvernement"

Entretien **Frédéric Chardon**
et **Antoine Clevers**

C'est entre deux réunions consacrées au tax shift et à la nouvelle tuile budgétaire tombée sur le gouvernement fédéral que Jan Jambon a reçu "La Libre" vendredi. "J'espère que tout sera réglé pour ce samedi, j'ai une réunion des anciens de mon école secondaire", plaisante, un peu las, le vice-Premier N-VA et ministre de l'Intérieur.

Le SPF Finances a estimé que les recettes fiscales seraient bien moindres qu'annoncé. Puis, finalement, la situation ne semble pas si catastrophique. Ce ne serait pas la première fois que le SPF se trompe...

On ne peut nier qu'il y a un souci. L'autre fois, c'était dans la répartition des recettes IPP (impôt des personnes physiques) entre le fédéral et les entités fédérées. Avec la nouvelle loi de financement, on peut comprendre que le SPF doive trouver ses marques, mais je pense qu'il doit mener une enquête interne pour voir comment il peut stabiliser ses estimations à l'avenir. Sinon, ça deviendra difficile de travailler.

Le gouvernement n'a-t-il pas affaibli les Finances en demandant d'importantes économies sur leur fonctionnement?

Non, les économies ont été réalisées par l'automatisation de certaines procédures, comme Tax-on-web. Pas dans le service d'études.

Face à la crise actuelle de l'accueil, le président de la N-VA Bart De Wever a proposé d'instaurer un sous-statut pour les nouveaux réfugiés, pour limiter leur accès à certains droits sociaux. Cette question est-elle arrivée sur la table du gouvernement?

Je voudrais d'abord rappeler qu'il n'y a rien dans l'accord de gouvernement sur la crise des réfugiés puisqu'elle n'était pas prévue... Chaque parti est donc libre de

formuler des propositions. Et ça, c'est le job d'un président de parti. Ensuite, on doit voir au gouvernement sur quelles propositions un accord est possible.

Donc le sous-statut est sur la table?

Evidemment, puisque l'un des partis du gouvernement l'y a mis... Mais, je vais être honnête, je ne pense pas qu'on va trouver un accord là-dessus maintenant. Pour l'avenir, en revanche, ça peut changer.

Quelle marge avez-vous? Les conventions internationales garantissent aux réfugiés l'accès aux droits sociaux.

Ce qu'on a proposé sur les allocations familiales (Ndlr, les rendre progressives pour les réfugiés), c'est exactement ce que fait le Danemark. Et c'est la seule proposition concrète qu'on a formulée! Il y a des éléments dans notre sécurité sociale auxquels les réfugiés auront évidemment accès, comme les soins de santé, et d'autres sur lesquels on peut faire valoir le principe d'assurance, c'est-à-dire la nécessité d'avoir cotisé avant d'en profiter.

Lors du cours inaugural prononcé par Bart Wever à l'Université de Gand, il a dit que la Convention de Genève pouvait être revue.

Il faut voir le contexte. A Gand, Bart De Wever a effectué un exercice intellectuel et académique important pour nourrir le débat public. La pratique politique, ça, c'est autre chose.

Donc la N-VA ne demande pas la révision de la Convention de Genève?

Bart a rappelé qu'elle a été adoptée dans les années 50, dans un contexte européen et mondial qui était tout à fait différent de l'actuel. Et il s'est demandé si, soixante années plus tard, il ne fallait pas y réfléchir parce que cela a un impact pour notre système de sécurité sociale. Il a juste dit cela. Ni plus, ni moins. Il n'a rien exigé, il n'a envoyé aucune mise en demeure au gouvernement ou à un ministre.

Votre président a été au cœur de plusieurs polémiques ces derniers temps, et on voit que, en tant que personnalité, il baisse dans les sondages. Est-il en perte de vitesse?

Mais non! Il est le président d'un parti qui, pour la première fois, prend ses responsabilités au fédéral. On savait très bien que pour un parti nationaliste flamand, ce serait un exercice difficile.

Les 4-5% perdus par la N-VA dans les sondages ne vous inquiètent donc pas?

Je savais que ça arriverait. C'était dans nos prévisions. Espérons maintenant que les mesures que nous prenons se traduiront dans les résultats électoraux à la fin de législature.

Pourtant, le Vlaams Belang récupère une partie de vos électeurs...

Certaines personnes sont inquiètes face à la crise des réfugiés et elles veulent montrer que, si rien n'est fait, elles pourraient voter Vlaams Belang. Ce n'est pas pour ça qu'elles le feront. Au contraire, je vois que celui qui est le visage de la gestion de la crise, Theo Francken (N-VA), monte dans les sondages.

A l'Intérieur, que faites-vous concrètement dans ce dossier?

Deux choses mises en œuvre: un screening systématique des nouveaux demandeurs d'asile; et des contrôles ciblés par la police pour détecter les illégaux, à commencer par les trafiquants d'êtres humains. Ensuite, au niveau européen, on a décidé jeudi de renforcer Frontex (Ndlr, l'agence de protection des frontières de l'Union) à l'aide de 750 agents. Pour la Belgique, ça représente une dizaine de personnes. Je suis un grand défenseur de Schengen (Ndlr, l'espace de libre circulation entre les Etats membres), mais il faut que ses frontières soient garanties. Et pour le moment, on ne peut pas dire que ce soit le cas...

“Le virage régionaliste du MR va faciliter les discussions en 2019”

Liesbeth Homans (N-VA), ministre flamande des Affaires intérieures, a refusé de nommer Damien Thiéry (député MR) comme bourgmestre de Linkebeek. Le MR dit que c'est un problème local. Mais cette affaire ne tend-elle pas les relations entre le MR et la N-VA? En avez-vous parlé au kern?

Le MR a raison de dire que c'est local. C'est notre position également. Que ça soit difficile pour le MR, je le comprends. Mais ça reste entre la commune et l'autorité de tutelle.

Le gouvernement pourrait tomber sur Linkebeek?

Non, certainement pas.

M^{me} Homans aurait pu ne pas désigner de bourgmestre et laisser les choses se tasser...

A la N-VA, on prend nos responsabilités. Ne pas appliquer la loi, c'est ça la grande erreur. Il faut respecter les arrêts du Conseil d'Etat, c'est le job de Liesbeth.

Le MR s'ouvre de plus en plus au régionalisme. Une série d'indicateurs le démontrent. C'est une bonne chose à vos yeux?

Oui. La N-VA est par définition régionaliste. Pour reprendre l'expression de Karel De Gucht (Ndlr, ancien ministre

Open VLD), ce pays est une conférence diplomatique permanente...

Ça va faciliter les discussions avec le MR pour 2019?

C'est clair. Nous voulons poursuivre le processus du transfert des compétences du niveau fédéral vers le niveau régional. Et si d'autres partenaires sont également d'accord, c'est bien. Mais on est encore loin de 2019. On a encore beaucoup de travail pour exécuter l'actuel accord de gouvernement.

Sophie Wilmès, qui a succédé à Hervé Jamar, vous satisfait comme ministre du Budget?

Elle a immédiatement montré une grande intelligence sur les questions budgétaires. Elle

va réussir dans ses fonctions.

Comme Damien Thiéry, c'est une francophone issue d'une commune à facilités (Rhode-Saint-Genèse). Est-ce un problème pour vous?

Mais non. Pourquoi serait-ce le cas? Elle n'a jamais rien fait d'illégal. Comme je le dis toujours, les gens habitant en Flandre qui parlent le français sont des Flamands d'expression française... (rires)

Le Premier ministre Charles Michel (MR) envisagerait déjà la possibilité de se succéder à lui-même au "16". Un gouvernement Michel II en 2019, c'est possible pour vous?

Oui. C'est clair que c'est possible mais, petit détail, il y a des échéances électorales avant cela. Il faudra naturellement examiner les résultats des partis et voir comment on peut s'entendre. Je m'entends très bien avec Charles. Mais politiquement, on ne peut pas dire que, automatiquement, on va continuer la coalition actuelle.

Si en 2019, la N-VA est toujours aussi forte, n'est-il pas logique qu'elle fournisse le prochain Premier ministre?

C'est le programme de gouvernement qui compte. Qui gère le poste de Premier ministre? Ça, c'est secondaire. Actuellement, on est très satisfait de la gestion de Charles Michel. Mais que la N-VA fournisse un jour le Premier ministre, ce n'est pas exclu, c'est imaginable.

Vous aimeriez devenir Premier ministre un jour?

Quand je vois ce que ça demande d'un être humain.... Je ne pense pas que soit un cadeau de devenir Premier ministre dans ce pays.